



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Fonctionnement

Question écrite n° 59741

Texte de la question

M Jean-Francois Mancel appelle l'attention de M le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les conclusions contenues dans le rapport de la commission senatoriale d'enquete sur les juridictions administratives et qui viennent d'etre recemment rendues publiques. En effet cette commission dresse un bilan particulierement severe de l'activite de la justice administrative et met en lumiere de nombreux dysfonctionnement et carences, aboutissant bien souvent a empecher les citoyens de voir leurs droits reconnus par la justice de leur pays. Il lui demande donc de lui indiquer les consequences qu'il tire de cette situation inacceptable qui lese frequemment les justiciables et si celle-ci va le conduire a amener une reflexion sur l'evolution des juridictions administratives.

Texte de la réponse

Reponse. - La decennie 1980 a ete marquee par un encombrement important de la justice administrative qui a connu une constante augmentation des affaires qui lui sont soumises. Ainsi, au 31 decembre 1991, 156 000 litiges etaient en attente d'un jugement en premiere instance, et, compte tenu du nombre d'affaires enregistrees au cours des dix premiers mois de 1992, l'evolution de cette situation reste preoccupante. Un effort notable a cependant ete realise pour resorber le retard, ce qui s'est traduit par une augmentation sensible du nombre d'affaires jugees en premiere instance. De 1987 a 1991, ce nombre est passe de 154 a 172 par juge, alors que sur la meme periode, le nombre des requetes s'est accru de 30 p 100. C'est ainsi que 86 500 requetes ont fait l'objet de decisions definitives en 1991, alors qu'en 1987 le nombre en etait seulement de 62 500. L'importante reforme issue de la loi du 31 decembre 1987, qui a institue les cours administratives d'appel et amene l'exercice du pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat, est a l'origine d'un mouvement de resorption dont les effets devraient se confirmer dans les prochaines annees. Les cours administratives d'appel qui sont en fonctionnement depuis 1989 jugent en moyenne les affaires dans le delai d'un an qui avait implicitement ete fixe par le legislature. Si les credits consacres a l'implantation des cours administratives ont represente, comme il est naturel, l'essentiel de l'effort en ce qui concerne les juridictions administratives depuis quatre ans, les juridictions du premier ressort doivent, compte tenu de l'accroissement des entrees, constituer la priorite de l'action budgetaire des pouvoirs publics dans les annees a venir. Pour sa part, enfin, le Conseil d'Etat dont les activites consultatives sont intenses, a accru notablement son activite juridictionnelle en 1991 avec 11 000 affaires jugees. Par ailleurs, cette Haute Juridiction, progressivement dechargee du contentieux de l'excès de pouvoir, devrait voir reduire ses delais de jugement en deca de deux annees. Les efforts ainsi deployes au sein des juridictions administratives n'excluent bien evidemment pas le developpement d'actions a l'egard des effectifs des magistrats, des agents de greffes et des moyens de fonctionnement et d'equipement de ces juridictions, indispensables pour faire face a l'accroissement regulier des contentieux.

Données clés

Auteur : [M. Mancel Jean-François](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59741

Rubrique : Juridictions administratives

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 juillet 1992, page 3001